



# Bulgarie

## Entre résignation et résistance : la presse à l'épreuve

Janvier 2009  
Enquête : Olivier Basille  
Bureau Europe  
Reporters sans frontières  
47, rue Vivienne - 75002 Paris  
Tél : 32 2 235 23 31  
E-mail : [rsf\\_eu@rsf.org](mailto:rsf_eu@rsf.org)  
Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

La Bulgarie occupe la 59e position dans le classement 2008 de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, et la dernière place parmi les pays membres de l'Union européenne, qu'elle a rejointe en janvier 2007.

La situation de la liberté de la presse s'est considérablement détériorée en 2007, puis en 2008. L'assassinat en plein centre-ville du chroniqueur Georgy Stoev en avril 2008, et l'agression, en septembre, à coups de marteau d'Ognyan Stefanov, rédacteur en chef du site d'informations *Frognews.bg* à cette époque, rappellent les années noires de 1990 à 1995. A cette époque, les "moutris" (lit. "sale tête" - hommes en noir des mafias), faisaient comprendre aux journalistes qu'on ne s'attaque pas aux bases d'un système qui a su intégrer le crime organisé dans l'économie de marché. En août 2008, le scandale des écoutes téléphoniques d'une partie de la presse par l'Agence de la sécurité nationale (DANS) a également mis en lumière les nouveaux usages d'une classe politique et mafieuse, qui substitue à la violence des "mutris" l'usage plus discret de la corruption et de la manipulation de l'information.

S'il n'y a pas à proprement parler de sujets tabous en Bulgarie, les questions politiques ou économiques ne se traitent pas facilement. Et si les journalistes résistent encore aux pressions et à l'autocensure dans la capitale, ils ont parfois dû capituler dans les régions.

C'est dans ce contexte que Reporters sans frontières est allée à la rencontre de la presse bulgare, et de ceux qui n'ont pas encore renoncé à faire vivre la Bulgarie conformément aux standards démocratiques auxquels sa population aspire.

### TRAVERS ET SPÉCIFICITÉS DU JOURNALISME BULGARE

Lorsque le régime soviétique de Todor Jivkov s'écroule en 1989, la Bulgarie sort de plus de quarante années d'information centralisée et de censure. Vingt ans plus tard, le pays compte

de très nombreuses publications nationales ou régionales. *Trud Daily* et *24 Chasa* (24 heures) sont les deux quotidiens les plus populaires, et les plus largement diffusés. Le quotidien *Sega* prend de plus en plus d'importance, mais ne parvient pas à menacer encore les titres de référence que sont le quotidien *Dnevnik* et l'hebdomadaire *Capital*.

Le reste du paysage est composé de titres tabloïd, calqués sur les modèles allemands ou anglais. *Express*, *Monitor*, *Politika*, sont les plus lus dans cette catégorie. Des "gratuits" comme *19 minutes* ou *Za Grada*, commencent à apparaître à Sofia.

La Bulgarie compte une chaîne de télévision publique, *Channel 1*. Elle est peu regardée, et souffre d'un manque de moyens techniques qui ne lui permet pas de lutter contre la concurrence active des deux principales chaînes privées : *Nova TV* (Modern Times Group, MTG) et *BTV* (chaîne appartenant au groupe Murdoch). Fin 2008, le groupe *Economedia* a lancé une nouvelle chaîne, *Replay TV* (RE:TV).

Derrière cette façade relativement conventionnelle, la presse bulgare vit sous pression. L'influence de l'économie parallèle, des mouvements mafieux et d'une classe politique parfois corrompue s'ajoute au manque de formation.

### L'influence du politique et de l'économie grise.

La chute du système soviétique n'a pas entraîné celle de ses élites. Décidée en 2006 pour "favoriser" l'entrée dans l'Union européenne, l'ouverture des archives de l'ère communiste a démontré que la majorité de la classe politique bulgare est encore aux mains des anciens dignitaires et héritiers du régime de Todor Jivkov.

Les rapports des hommes politiques avec la presse restent conditionnés par cet héritage qui privilégie le secret et la culture du silence.

Aux yeux d'une grande partie des responsables politiques, la presse reste "au service" de l'Etat et de l'identité nationale. Et si le journalisme d'investigation est salué lorsqu'il incrimine des adversaires, il devient diffamation lorsqu'il s'en prend au camp auquel on appartient.

S'il est encore courtisé pour les services qu'il peut rendre, l'Etat reste faible. Il a peu à peu laissé la place à des structures intermédiaires, qui tirent parti de leurs positions et de leurs réseaux, pour détourner à leur profit les fonds publics dédiés à la reconstruction du pays. La Bulgarie est en définitive passée d'un régime communiste fort à un féodalisme moderne, mais sans réel changement d'acteurs. Au début des années 1990, l'ancienne oligarchie a en effet investi en masse dans la privatisation de l'économie bulgare, et a pris le contrôle de tous les secteurs clés : énergie, construction, gestion des ressources naturelles, transport, télécommunication, immobilier, etc.

Le secteur des médias n'a pas échappé à cette reprise en main. Une loi de 1998 interdit pourtant l'accès aux postes de direction des médias, de l'instance de régulation, des agences de presse (l'agence publique BTA entre autres), à toute personne ayant appartenu à la sécurité nationale. Dans la réalité, la situation est tout autre et il n'est pas rare de retrouver à la tête des médias d'anciens directeurs de la sécurité nationale, d'anciens dignitaires des ministères régaliens ou d'ex-agents des services secrets, qui ont financé leurs investissements par des activités de contrebande. Nombre d'entre eux ne s'en cachent pas et revendiquent même ce passé, au nom de leur patriotisme.

Ces nouveaux Tycoon ne voient dans les médias qu'un vecteur d'enrichissement personnel supplémentaire, tant par les possibilités d'influence qu'ils procurent que par les possibilités d'extorsion. Les nouveaux patrons de presse font désormais partie d'un "cercle privilégié des pouvoirs". Ses membres s'y affrontent parfois au travers de campagnes de communication.

Une autre forme de chantage, plutôt répandue, consiste, pour certains titres populaires, à monnayer la parution d'un article favorable.

Les packages qui mêlent encart publicitaire et "couverture positive" font partie intégrante de la vie d'une partie de la presse. Ceci explique que les mêmes personnalités ou sociétés peuvent être, dans la même semaine et dans le même titre, décriées ou encensées avec une égale conviction.

Quelques journaux pratiquent aussi un chantage à la publication, avisant les personnes mises en cause dans un article à paraître, et acceptant de ne pas le publier moyennant rétribution, ou achat d'espace publicitaire à des tarifs à la hausse. Ces procédés ont atteint leur paroxysme en période électorale.

### La DANS s'égare dans sa "Galerie"

S'il faut résumer l'ingérence de la classe politique et des mafias dans la liberté de la presse en Bulgarie, le scandale qui frappe, depuis septembre 2008, l'Agence de la sécurité nationale (DANS) constitue un cas d'école.

Créée en janvier 2008 pour lutter contre la corruption et le crime organisé, et saluée par les autorités européennes comme l'une des rares avancées concrètes du gouvernement bulgare dans la lutte contre la corruption, la DANS est aujourd'hui au cœur d'un scandale qui décrédibilise son action.

Placée sous l'autorité du Premier ministre Serguei Stanichev, la DANS est dirigée par Petko Sertov et son adjoint Ivan Drashkov. En août 2008, la DANS a lancé une vaste enquête pour rechercher l'origine de fuites d'informations importantes, en direction notamment des autorités européennes. La DANS s'est aussi attachée à identifier les responsables d'un site apparu sur le web : <http://opasnite.net63.net>. On y trouvait un ensemble de documents classés secrets, touchant entre autres de hauts responsables politiques, ainsi que des membres de la DANS.

Le 5 septembre 2008, l'Agence de la sécurité nationale a arrêté Yorgo Petsas, administrateur du site d'informations *Frognews.bg*. Le jeune homme est soupçonné d'avoir publié des documents sur le site *Opasnite*. Libéré après sept heures d'interrogatoire, Yorgo Petsas n'a fait aucun commentaire. Le site *Opasnite* a été

fermé le jour même de son arrestation, mais des blogueurs et l'Association Anna Politkovskaia (<http://politkovskaya-bg.blogspot.com>) ont décidé de réactiver le site, sur [www.opasnite.eu](http://www.opasnite.eu), (anglais) en utilisant les caches de Google et plusieurs blogs bulgares qui avaient conservé les informations parues.

L'affaire a cependant dépassé le seul cadre d'une enquête sur *Opasnite*. La Commission de la sécurité intérieure, composée de plusieurs parlementaires, a mené une enquête le 30 septembre 2008 auprès des services de la DANS. Dans ses conclusions, elle affirme que l'agence a procédé à des écoutes téléphoniques de nombreux parlementaires et journalistes au sein d'une opération baptisée "Galerie". Une enquête qui aurait commencé en août 2008 sur ordre du directeur de la DANS, Petko Sertov. Une thèse que confirme une partie de ses subordonnés dans des rapports d'audition non classés et publiés sur le site web de *Dnevnik* : <http://www.dnevnik.bg/show/?storyid=559302> et dans le quotidien *Trud*.

Certaines sources affirment que le gouvernement bulgare, inquiet de la multiplication des fuites d'informations vers l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) aurait ordonné à la direction de la DANS d'enquêter "le plus largement possible".

Loin d'être élucidé, le scandale de l'Agence de la sécurité nationale laisse encore de très nombreuses questions en suspens : la DANS, qui recherche l'origine de "ses fuites", procède-t-elle à des écoutes téléphoniques des journalistes ? Si oui, ces écoutes visent-elles à identifier leurs sources et à les tarifier ? De telles écoutes peuvent-elles être pratiquées sans l'aval de sa direction ? Si oui, comment une telle agence peut-elle si facilement "échapper" au contrôle de la direction ? Et enfin, pourquoi la DANS s'intéresse-t-elle tant au site *Opasnite* si les informations qu'il contient sont "mensongères et inintéressantes" ?

A Sofia, le marché de l'emploi dans les médias est porteur. Mais les journalistes sont, en règle générale, mal payés, et certains deviennent dès lors plus sensibles aux "cadeaux d'affaires". Le journalisme à la demande ne constitue pas une norme, mais il est régulièrement pratiqué. La profession n'est pas valorisée, ni valorisante, et

les journalistes sont parfois considérés comme les haut-parleurs des intérêts économiques de leurs employeurs. La majorité d'entre eux sont encore mal formés. Si certaines universités ont aujourd'hui une faculté de journalisme, la plupart des professionnels actuellement en poste n'y ont pas été formés.

Le syndicat officiel, l'Union des journalistes bulgares (UJB), a établi un code de déontologie et des chartes professionnelles, bénéficiant du support des structures internationales. Mais son application est quasi inexistante. L'UJB n'a que très peu de crédibilité au sein de la profession. Elle revendique 4 500 membres cotisants. Mais ses principales ressources financières sont issues de complexes hôteliers sur la mer Noire et en montagne, hérités des anciennes structures communistes. Elle édite également un hebdomadaire *Pogled* (*Le Regard*) qui ne jouit pas d'une grande diffusion.



Couverture du livre de Jurgen Roth

Le journaliste allemand Jurgen Roth est spécialisé dans l'étude des mouvements mafieux. Auteur de plusieurs ouvrages, il est venu, en novembre 2008, présenter à Sofia son dernier livre intitulé *Les nouveaux démons bulgares* (éd. Sluntsé, Sofia, 2008).

Dans son analyse, Jurgen Roth mène un travail de synthèse sur les agissements mafieux et les collusions entre les différentes composantes des économies dites grises.

Le journaliste allemand a été accueilli à Sofia par des menaces de procès par le député du PSB (Parti socialiste) Vassil Antonov et par l'ex-ministre de l'Intérieur Roumen Petkov.

Ce dernier ne s'est pas contenté de menaces de poursuites. Parlant de Jurgen Roth, il a déclaré dans la rubrique "Eclats" de l'édition du 11 novembre 2008 du quotidien privé *24 Chasa* : "Le menteur, le calomniateur, l'escroc, l'invertébré doit être frappé sur la bouche, les doigts et toutes les parties de son corps."

Plus surprenant, les critiques les plus virulentes du livre émanaient de journalistes des



grands médias publics. Kevork Kevorkian, éditorialiste de *Trud* n'envisage rien de moins que de couvrir Jurgen Roth "de goudron et de plumes". Gueorgui Koritarov, animateur d'une émission politique matinale sur *Nova TV*, dédaignant le fond de l'ouvrage et les questions qu'il soulève, a sommé en direct Jurgen Roth de révéler ses sources, lui rappelant au passage qu'il se trouvait dans les studios d'une télévision sérieuse, d'un pays sérieux membre de l'UE et non dans une province perdue à l'autre bout du monde". Pour cette remise en cause, l'animateur a reçu les "félicitations" de Roumen Petkov pour avoir "sauvé l'honneur du pays".

Le contexte juridique dans lequel évoluent les médias demeure particulièrement flou. Il reste très marqué par l'ère soviétique, et la magistrature, qui bénéficie de la corruption endémique du système, apprécie peu les activités de la presse d'investigation.

Quelques progrès importants ont cependant été réalisés grâce au travail de la fondation *Access to Information Programme (AIP)*. Née à Sofia en octobre 1996, l'AIP regroupe des journalistes, des avocats, des économistes et des sociologues, qui sont parvenus à faire adopter plusieurs lois garantissant un accès aux données publiques. Une gageure dans un pays soumis à la corruption de l'appareil d'État.

Active dans la défense de la liberté d'expression, l'organisation décerne chaque 28 septembre des prix récompensant des citoyens ou des journalistes qui se sont illustrés dans la défense de la liberté d'expression et dans l'utilisation des nouvelles législations.

S'il peut légitimement être fier des résultats obtenus par l'AIP, son directeur, Alexander Kashumov, reste cependant lucide sur les limites qui encadrent encore l'application de ces lois. "Le gouvernement et les institutions restent opposés à cette politique de transparence. La justice résiste aussi à ce qui constitue une vraie révolution de ses mœurs. L'application de ces lois n'est finalement possible qu'à Sofia. Inconnus ou mal appliqués, ces textes ne circulent pas dans le reste du pays où la justice ne dispose que de peu d'indépendance.



Trophée de l'Access to information Programme

Je m'interroge parfois aussi sur le manque d'intérêt témoigné par les rédactions à cette loi qui leur permettrait pourtant d'aller plus loin dans leurs travaux. Les succès obtenus relèvent en définitive plus de la détermination de quelques individus que d'une profession qui devrait pourtant être le fer de lance de ce combat."

### UNE LIBERTÉ DE LA PRESSE À DEUX VITESSES

#### Sofia : le luxe d'une liberté relative

Comme le confirme le rapport 2008 de *Transparency International*, la Bulgarie est l'État le plus corrompu de l'Union européenne. Le sujet n'est cependant pas tabou dans la presse.



Maria Nikolaeva dans son bureau de l'Express

Maria Nikolaeva, qui travaillait à *Politika*, a trouvé aujourd'hui dans *l'Express* la possibilité

de mener son travail d'investigation. Pas sans risques cependant. Maria est "une habituée" des menaces téléphoniques ou électroniques. Il y a quelques semaines, elle a reçu une lettre d'un détenu d'une prison de Sofia, lui demandant très clairement d'arrêter de s'intéresser à ses affaires. Un sablier mal dessiné ne laisse que peu d'ambiguïté sur "le temps qu'il reste" à Maria pour obtempérer.

Maria Nikolaeva a été choquée par l'assassinat de Georgy Stoev, chroniqueur et auteur de plusieurs livres sur les mafias bulgares. Stoev collaborait avec *l'Express*, qu'il avait autorisé à publier des extraits de ses livres. Il a été abattu le 7 avril 2008 sur une des places les plus fréquentées de Sofia.

L'homme était un repent. Il avait abandonné ses activités mafieuses et multipliait les témoignages sur son expérience, citant parfois les noms des chefs de clan. Pour Maria, l'affaire Stoev témoigne d'une montée en puissance de la violence. "Il n'y a pas si longtemps, on défigurait les journalistes par des jets d'acide. Aujourd'hui on est passé au meurtre. Ce n'est pas encore généralisé et j'espère qu'on en restera là, mais le signe est très clair", a-t-elle expliqué à Reporters sans frontières.

Si l'Internet a indéniablement offert un nouvel espace de liberté, il a aussi permis de multiplier les menaces anonymes, que Maria reçoit régulièrement par e-mail. "Texte ou montage visuel, le message reste clair : tais-toi !"

Maria Nikolaeva reconnaît qu'elle a déjà temporairement arrêté une quinzaine d'enquêtes par crainte des représailles. "J'y travaille, de temps en temps, en vue de les publier un jour. Je regrette beaucoup cette impuissance. A contrecœur, il m'arrive de céder à l'autocensure. Je me surprends à écrire de façon plus prudente, presque inconsciemment." Maria n'envisage cependant pas d'arrêter ce qui est à ses yeux "plus qu'un métier".

Au sein de la rédaction de *Capital*, l'hebdomadaire de référence, le ton est moins alarmiste et un peu plus confiant. Stanka Tosheva, rédactrice en chef, fait partie de l'ancienne génération. A l'évidence, elle reconnaît qu'exercer son métier sous le régime de Jivkov était impossible. "Mais depuis 1989, je

me suis toujours sentie libre de travailler comme je l'entends. Il y a eu certes quelques moments difficiles en 1995, lorsque les menaces téléphoniques étaient plus fréquentes, plus pressantes. Les "conseils avisés" sont surtout diligentés à l'occasion d'articles sur l'économie grise, sur les affaires de grosse criminalité."

En avril 2008, *Capital* a publié un dossier sur des liens avérés entre l'ancien ministre de l'Intérieur, Roumen Petkov, et des membres de la mafia. Stanka Tosheva a été convoquée par les services de police mais cela s'arrête en général là. "Ce genre de réactions fait partie du métier et prouve souvent que nous sommes dans le vrai", conclut elle.

Dans l'ensemble, l'équipe de *Capital* travaille librement et dans de bonnes conditions. L'hebdomadaire a fait le choix de miser sur une rédaction de jeunes journalistes. Un choix assumé et revendiqué.

Rosen Bosev couvre la politique intérieure chez *Capital*. Il est jeune, trop jeune peut-être aux yeux de ceux qui sont plus habitués à voir une autre génération en charge de dossiers liés aux affaires politiques. Mais le jeune homme est reconnu par ses pairs et sa rédaction. Lauréat de plusieurs prix de journalisme, Rosen a également reçu le prix de l'AIP, pour avoir fait un usage avisé des lois garantissant l'accès à l'information publique.

Pour Rosen, comme pour son confrère Ivan Mihalev, il n'existe pas vraiment de sujets qu'on ne puisse aborder, à l'exception cependant des grands chefs mafieux évoluant dans le trafic de drogue ou la prostitution. *Capital* lui laisse sa liberté et il en use.



Rosen Bosev à la rédaction de *Capital*

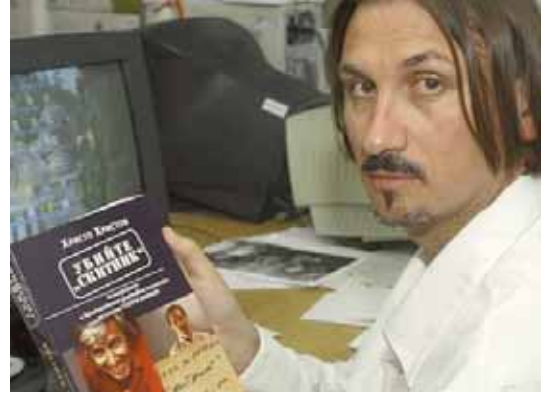
Rosen Bosev possède trois téléphones portables. Pas par luxe, mais par nécessité professionnelle. "Je ne me sens pas menacé mais je ne suis pas non plus dupe. Les écoutes téléphoniques font partie des obstacles à mon travail. Changer de numéro c'est une manière de brouiller les pistes. Cela me permet également de diversifier mes sources et de leur offrir différents canaux de communication", a-t-il expliqué à Reporters sans frontières.

Entre deux communications, il reconnaît que le manque d'intérêt que les lecteurs peuvent témoigner pour certains de ses articles le conduit parfois à une certaine lassitude. "Cela peut surprendre, mais les gens sont habitués à ce genre de chose, à la corruption et aux scandales politiques. Nous confirmons parfois ce qu'ils savent déjà, mais nous sortons aussi beaucoup d'affaires neuves. Ces sujets, pourtant essentiels, ne captent pas toujours l'attention de nos lecteurs qui pensent, à tort ou à raison, que cela ne changera pas grand-chose."

Quelques mètres séparent les bureaux de *Capital* de ceux de *Dnevnik*, le quotidien de référence à Sofia. C'est au sein de cette rédaction que travaille Hristo Hristov, l'auteur de l'enquête qui a permis d'élucider l'assassinat du journaliste et écrivain bulgare Georgi Ivanov Markov. Réfugié à l'Ouest, Georgi Markov collaborait aux stations publiques *Deutsche Welle*, *BBC* et à la *radio Free Europe*. Il a été assassiné à Londres le 7 septembre 1978 par les services secrets bulgares, grâce à une injection de poison dans la cuisse au moyen d'un parapluie truqué. Hristo Hristov a patiemment reconstitué l'affaire depuis 1999, et l'a relatée dans deux livres (plus d'informations sur : <http://hristo-hristov.com>).

Pour Hristo Hristov, l'ouverture des archives de l'ancien régime prosoviétique, et l'accès aux données publiques ou à l'information classifiée, devraient constituer le sujet prioritaire des journalistes bulgares. "Il ne s'agit pas de faire une chasse aux sorcières mais de comprendre que les dirigeants actuels, ministres, magistrats, chefs d'entreprise, etc. ont un passé qui peut influencer, et pas toujours dans le bon sens, des décisions importantes, dans des secteurs clés de notre société. Les

titres s'attachent avant tout à l'aspect populaire des scandales, mais ils n'enquêtent pas sur les causes ou la dichotomie des procédés. Les mises en perspective et les vues d'ensemble sont rares."



Hristo Hristov à la rédaction de *Dnevnik*

Fort logiquement, Hristo Hristov s'expose à davantage de réactions de la part des pouvoirs sur lesquels il enquête régulièrement. "A *Dnevnik*, je ne subis aucune pression interne. J'écris ce que je veux et comme je le veux. C'est de l'extérieur que proviennent les vents contraires. Mais il est évident que je vais d'abord me renseigner sur les réactions potentielles des gens sur lesquels je vais enquêter. Certains se contentent de menaces, d'autres sont susceptibles d'aller plus loin. Entre 1999 et 2001, mon appartement a été dévalisé à trois reprises. J'étais chaque fois dans un appartement différent. La dernière fois, le cambriolage est survenu trois jours après la diffusion, sur la chaîne nationale, d'un documentaire sur Georgi Markov. On m'a volé mon ordinateur, mes téléphones, du matériel, etc."

Si Hristo Hristov effectue toujours plusieurs sauvegardes de ses travaux, les pertes économiques engendrées par les vols sont énormes et très handicapantes.

Il y a quelques mois, les menaces se sont faites encore plus précises. Ses voisins de palier ont reçu la visite d'inconnus qui leur ont conseillé de lui demander d'arrêter ses apparitions sur les chaînes de télévision, au risque de voir exploser une bombe dans l'immeuble.

"La direction de *Dnevnik* était inquiète et m'a soutenu. Ils voulaient m'envoyer à la campagne

pendant quelques jours. J'ai arrêté d'écrire pendant une semaine, je me suis fait discret. Mais il est impossible de vivre et de travailler ainsi. Ces risques font partie du métier, il faut faire avec."

Hristo Hristov a pris des mesures de protection. Son nouvel appartement se trouve au-dessus d'un commerce ouvert en permanence. Il a résilié sa ligne fixe pour ne plus être dérangé en pleine nuit par des "conseillers" et a pris d'autres mesures pour s'assurer une certaine tranquillité.

### La terre brûlée des provinces

Si les journalistes peuvent encore travailler plus ou moins librement à Sofia, la situation de leurs collègues de province est beaucoup plus difficile.

Il y a peu de liberté de la presse dans les régions. Les titres locaux sont nombreux, mais se trouvent sous le contrôle direct des potentats, qui entretiennent des liens étroits avec les autorités officielles. Les villes sont aux mains d'un seul parti, ou de coalitions qui ne changent pratiquement jamais. Il n'est pas rare de voir dîner aux mêmes tables des maires, accompagnés des responsables politiques locaux, de juges ou procureurs, des chefs de la police et des mafias locales.

Aucun quotidien de la capitale ne dispose d'un vrai réseau de correspondants locaux, pas même *Capital* ou *Dnevnik*. Non par choix ou contraintes économiques, mais parce qu'il est tout simplement difficile, voire impossible, de trouver un correspondant prêt à travailler sur les mêmes thèmes qu'à Sofia.

Les pressions exercées sur la presse locale se sont modernisées. Les amendes pour les délits de presse sont supérieures à celles infligées pour le blanchiment de l'argent sale. La justice locale, très proche des grands patrons d'entreprises et des barons politiques, n'hésite pas à condamner les journalistes, dans des procès en diffamation, à des amendes de quatre à six mille euros. Lorsqu'on connaît le salaire mensuel moyen des journalistes locaux (300 à 500 euros),

on comprend aisément que cette perspective n'encourage pas le journalisme d'investigation.

Comme dans beaucoup d'autres pays, le poids des annonceurs est énorme dans la viabilité économique de la presse locale ou régionale. Le retrait, même temporaire, des encarts publicitaires de certaines entreprises peut contraindre rapidement une publication à la faillite. Les ressources des mafias locales se sont diversifiées, et les réseaux sont très puissants. Difficile dans ces conditions d'identifier clairement les sujets qu'il vaut mieux ne pas aborder.

Si la lutte contre la corruption, et les réformes que l'Union européenne impose, relèvent directement de la responsabilité du gouvernement, la presse peut, et doit, y jouer un rôle essentiel. Une partie des journalistes y travaille activement et s'emploie à dénoncer les travers du système. Elle doit absolument être soutenue dans ses efforts par les institutions, mais aussi par les médias européens qui couvrent peu l'actualité bulgare.

La profession doit aussi rompre avec le clientélisme et renoncer à utiliser les médias comme un outil d'influence au service d'intérêts économiques, totalement incompatibles avec ses missions d'information.

Les réformes du système judiciaire qu'exige l'entrée dans l'Union européenne doivent également se porter sur le droit de la presse et des médias. La protection des sources et la dépénalisation des délits de presse doivent constituer l'une des priorités du gouvernement. Un dialogue permanent doit être ouvert à cet effet avec l'ensemble des acteurs concernés. La transcription et l'application de ces réformes, tout spécialement dans les régions, constituent une seconde urgence qui ne peut plus être repoussée.

L'espace de liberté offert par le réseau Internet doit être préservé et garanti. La fermeture de sites, et les pressions exercées sur ses auteurs, ne constituent certainement pas un signal encourageant, et ne peuvent être tolérées au sein d'un pays de l'Union européenne.



# Bulgarie

## Entre résignation et résistance : la presse à l'épreuve

La Bulgarie inquiète aujourd'hui de plus en plus ses partenaires européens, au point de voir une partie des programmes d'aides bloqués ou gelés. Les élections européennes qui se tiendront en juin 2009 constituent un rendez-vous que la classe politique ne peut se permettre de manquer. A cette occasion, des engagements clairs et publics doivent être pris pour permettre à la presse de travailler dans le respect des standards démocratiques. La couverture médiatique de ces élections constituera un véritable test de la réalité de ces engagements, et des volontés de réformes.

Enfin, les autorités doivent faire toute la lumière sur les pratiques de l'Agence de la sécurité nationale. Les écoutes téléphoniques pratiquées au détriment d'une partie de la presse ne sont pas acceptables, tout spécialement si elles visent à tarir les sources d'information.

C'est à ce prix que la Bulgarie sortira d'une situation paradoxale, où s'affrontent une élite politique et économique qui ne travaille qu'au maintien de ses propres intérêts, et une population qui veut rompre avec le passé.

Le journalisme d'investigation n'est pas "encouragé" dans les provinces bulgares, et certains aimeraient voir les derniers résistants plus respectueux de l'autocensure généralisée. Assen Yordanov est l'un d'entre eux. Une sorte d'ovni dans le paysage médiatique de Bourgas (sur la mer Noire), qui navigue entre les pressions politiques, les embûches juridiques et les chausse-trappes mafieuses.

**Reporters sans frontières (RSF) :** Que pensez-vous de la situation de la liberté de la presse aujourd'hui en Bulgarie ?

**Assen Yordanov (AY) :** Paradoxalement, je crois que la situation est plus difficile que dans les années 1990. Elle a empiré au cours des quinze dernières années. Je ne pense pas qu'il y ait vraiment des médias qui soient libres et indépendants, à l'exception peut-être de *Capital* et de *Dnevnik* qui offrent une sorte de fenêtre ouverte dans un ciel plombé. La plupart des médias vivent et travaillent en fonction des intérêts économiques et politiques de leurs propriétaires ou dans le respect d'une ligne éditoriale fixée directement par le gouvernement, tout spécialement s'agissant de la radio et la télévision nationales.



Assen Yordanov

**RSF :** Comment peut-on exercer son activité de journaliste dans ce contexte ?

**AY :** (Sourire) Le journalisme en Bulgarie, c'est comme une descente de grand G, en snowboard... On glisse et on évite l'obstacle ! En Bulgarie, il existe une politique des médias très centralisée. Mais de temps en temps, des

espaces s'ouvrent. J'ai fait le choix de ne pas être salarié dans un média. Je suis free-lance, ce qui me laisse mon indépendance. Je tente de faire publier mes articles ou mes enquêtes dans divers médias, en fonction des possibilités. C'est un choix qui offre une certaine liberté et qui permet aussi de multiplier et de diversifier ses sources d'informations. Mais le choix est aussi économiquement beaucoup plus dur et plus aléatoire. Mais je ne fais pas du journalisme pour devenir riche. C'est une passion, un engagement. Mon indépendance est mon luxe, et c'est un privilège rare (sourire).

**RSF :** Comment expliquer que les journalistes salariés des médias ne mènent pas le même type d'enquête que vous ?

**AY :** Pour trois raisons. Ce type d'enquête demande un accès à des sources précises. L'appartenance à un journal vous coupe de certaines d'entre elles. Vous en manquez et elles peuvent être plus facilement manipulées. Ensuite, il faut une formation. Le journalisme d'investigation est un métier. Il demande de l'expérience et une certaine éthique. Enfin, encore faut-il avoir l'envie et le courage de le faire.

**RSF :** Vous êtes journaliste depuis plus de vingt ans. Quels types de menaces avez-vous reçus ?

**AY :** Je vais vous prendre deux exemples. Quand j'étais à *Politika* (février 2007), je travaillais avec Maria Nikolaeva sur une très grosse affaire de corruption liée à la construction de complexes immobiliers au sein de la plus grande réserve écologique de Bulgarie, qui se situe à Strandja (mer Noire). Outre la rentabilité financière de ces complexes, la construction est un des secteurs privilégiés pour le blanchiment de l'argent sale. De gros travaux ont commencé dans cette réserve sans qu'aucun permis ait été délivré. Cela s'étendait déjà sur plus de 110 km<sup>2</sup>. Les constructions sont subitement devenues légales lorsque les juges de la région l'ont voulu. Après la publication de la première partie de notre enquête, plusieurs "moutris" sont

venus à la rédaction de *Politika*. Ces hommes tenaient un exemplaire de l'édition du journal recouvert du tampon spécial de l'Assemblée nationale (ndlr : seuls les journaux diffusés à l'Assemblée nationale sont estampés d'un tampon "ne peut pas être vendu"). Ils ont menacé Maria en lui disant que si la suite de l'article paraissait, on l'aspergerait d'acide. Quant à moi, j'ai reçu ma part "d'amabilités". Les caméras placées à l'entrée des bureaux de *Politika* ont permis d'avoir des photos très claires des visages de nos visiteurs. On disposait également du numéro de la plaque minéralogique de leur voiture. On a tout remis à la police. Mais ni Maria ni moi n'avons jamais été appelés.

Le 10 décembre 2007 vers 19 heures, je rentrais chez moi à Bourgas. A 10 mètres de mon domicile, j'ai vu un homme qui marchait vers moi. Il faisait tout pour gêner mon passage. C'est au moment où j'ai essayé de le contourner qu'il a tenté de me poignarder. Je suis parvenu à arrêter sa main pour lui faire lâcher prise. J'ai alors reçu plusieurs coups de barre de fer dans le dos. Je me suis débattu comme j'ai pu et mes agresseurs ont finalement renoncé.

**RSF** : Savez-vous pourquoi vous avez été agressé ?

**AY** : Non. Ce n'est pas simple d'identifier les causes avec autant de précision. J'écris sur beaucoup de personnes, ce qui gêne beaucoup de monde... A l'époque, je menais une enquête mais je ne l'avais pas encore publiée. Peut-être que "l'avertissement" visait à me la faire stopper. C'est très souvent ce seul but qui est visé. Une enquête de police a été ouverte, mais elle n'a pas abouti. Vous savez, on ne cherche pas vraiment les auteurs de ce genre d'action. Ceux qui usent de ce type de procédé ont les ressorts suffisants pour que les gens du pouvoir stoppent ce type d'enquête, qui passe alors pour une "simple altercation". L'impunité est la norme en Bulgarie. Et pas seulement dans le domaine de la presse.

**RSF** : Quels sont les sujets sensibles, ceux que l'on n'aborde pas, ou pas sans conséquences ?

**AY** : Il y en a beaucoup malheureusement. Les deux plus sensibles sont la corruption des juges et des procureurs de haut rang et celle des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Mais dans une société néo-féodale comme celle dans laquelle nous vivons actuellement, ces sujets se multiplient. J'ai plusieurs articles ou enquêtes prêts sur ce sujet. Mais je sais que je ne parviendrai pas à les faire publier.

**RSF** : Vous avez parfois de grosses difficultés pour faire publier vos enquêtes. Pourquoi ne pas le faire au travers d'un site Internet ?

**AY** : Internet peut constituer une alternative, mais tout ne peut pas se faire à travers le réseau informatique. Internet est un média qui s'adresse principalement aux jeunes en Bulgarie. Leurs centres d'intérêt sont ailleurs. D'autre part, il y a encore bon nombre de régions où Internet n'existe pas. Je ne nie pas l'avenir qu'il peut représenter, mais je ne pense pas qu'il ait assez d'influence pour changer la société bulgare. Ce changement passe encore et avant tout par la télévision, la radio et la presse écrite.

**RSF** : Le tableau est plutôt négatif. Comment peut-on améliorer cette situation ?

**AY** : Notre principale chance, c'est notre entrée dans l'Union européenne. C'est probablement ce qui nous est arrivé de mieux depuis plus d'un siècle. L'UE, c'est l'introduction obligatoire des lois et des standards européens dans notre droit, à condition bien entendu d'en contrôler leur exécution et leur application. Le plus grand défi consiste à réformer notre justice qui est certainement le milieu le plus corrompu. Quatre-vingts pour cent du pouvoir judiciaire actuel est lié à l'oligarchie du pouvoir économique ou politique. Mais l'Union européenne doit diversifier ses sources d'informations. Nous sommes prêts et désireux de l'aider dans ce domaine. Pour beaucoup d'entre nous, l'Union européenne est le seul moyen pour que la Bulgarie se libère de ses liens avec l'ancienne Union soviétique et la Russie. Et il ne faudrait pas minimiser le poids encore très actif de ces liens, au risque d'introduire un cheval de Troie russe au sein du projet européen.

**L'AFFAIRE FROGNEWS**

Le site d'informations en ligne *Frognews* vit des heures sombres. Ce n'est pas la situation économique de la société qui inquiète la quinzaine d'employés mais la tentative d'assassinat de son rédacteur en chef, Ognyan Stefanov, et le scandale de l'affaire *Opasnite*.

A trente-huit ans, et après avoir travaillé plusieurs années dans la presse écrite et à la télévision (sept ans sur la chaîne nationale et deux ans à *Nova TV*), Alexandre Ivanov a rejoint la rédaction du site *Frognews*. Il en est aujourd'hui le rédacteur en chef adjoint. Lorsqu'il a rencontré le représentant de Reporters sans frontières, le journaliste vivait toujours sous protection policière. Des hommes le surveillaient, assis dans la pièce adjacente où s'est déroulé l'entretien. D'autres protègent en permanence son domicile et sa famille. L'Etat lui a accordé cette protection après qu'il en a fait la demande. Alexandre Ivanov a changé son mode de vie. Il limite ses déplacements au strict minimum et ne quitte pratiquement plus ses bureaux. Les policiers l'accompagnent dans tous ses déplacements.



Fresque dans le hall de la rédaction de Frognews

**Reporters sans frontières (RSF) :** Depuis l'agression d'Ognyan Stefanov, vous vivez sous protection policière. Avez-vous reçu des menaces ?

**Alexandre Ivanov (AI) :** Oui. Dans la nuit du 15 au 16 octobre 2008, vers minuit, trois

hommes sont venus sonner à ma porte. Ils étaient habillés de noir, et portaient des bonnets. Ils m'ont "conseillé la prudence". Le 15 octobre 2008, le quotidien *24 Chasa* avait publié le premier entretien qu'Ognyan Stefanov avait donné après son agression. Je ne fais pas de lien de cause à effet, mais on peut peut-être y voir un second avertissement contre notre site. Ce n'est jamais très simple de comprendre les raisons précises de ce type de menace. J'ai demandé la protection de la police et on me l'a accordée. J'espère que cela restera temporaire et que je pourrai bientôt reprendre une vie normale.



Alexandre Ivanov

**RSF :** Plusieurs personnes lient l'agression d'Ognyan Stefanov, et les menaces que vous recevez à l'affaire *Opasnite*. Qu'en pensez-vous ?

**AI :** Il ne faut jamais rien exclure, mais je ne pense pas que ce que nous vivons aujourd'hui soit directement lié à cette affaire. En août 2008, nous avons vu apparaître un site web très étrange sous le nom d'*Opasnite* : "Les informations dangereuses". Le site publiait des documents top-secrets avec beaucoup d'informations étranges. Certaines sont cependant intéressantes, et même s'il n'y a que 10, 20 ou 30% de vrai, ces 30% sont dangereux. On y parle de la DANS (Agence de la sécurité nationale), du Président, de corruption liée à des sociétés, etc. Quelques jours après, sur le forum de notre site, une lettre a été postée, signée par les propriétaires de Frognews : Ognyan Stefanov et Wladen Moutaftchisri. Dans la lettre, les deux



hommes “regrettaient” la création du site *Opasnite*. Le même texte apparaissait sur le site d'*Opasnite*. C'était ridicule. Mais cette fausse lettre a commencé à circuler et nous avons alors publié un démenti formel dans lequel nous expliquions que nous n'avions rien à voir avec la création d'*Opasnite*. Cette démarche n'a rien changé et trois semaines plus tard, sa femme m'a appelé pour me dire qu'il était victime de cet attentat.

**RSF** : Si Ognyan Stefanov et *Frognews* ne sont pas derrière *Opasnite*, comment expliquez-vous son agression ?

**AI** : Si on savait... Ognyan Stefanov n'a pas d'autres activités que celle de journaliste. On peut donc légitimement penser que son agression est liée à son travail, mais nous n'en avons pas la preuve. Nous publions beaucoup de choses et nous enquêtons sur bon nombre d'affaires. Comment savoir ? La tentative de meurtre d'Ognyan s'est déroulée le 22 septembre 2008, jour de la fête nationale, marquant les cent trente années de notre indépendance. Doit-on y voir un message à l'at-

tention de tous les journalistes en Bulgarie ? Je ne sais pas.

**RSF** : L'affaire *Opasnite* et les menaces contre *Frognews* suscitent beaucoup de questions sur la DANS. Cette affaire semble déranger beaucoup de monde. Qu'en pensez-vous ?

**AI** : Oui. Ce n'est pas simple et il y a beaucoup de choses étranges. Le rapport de la Commission européenne a été très critique sur la Bulgarie. La Commission a vraisemblablement reçu des informations par d'autres voies, ce qui ne plaît pas au gouvernement. Le Président a déclaré qu'il avait chargé la DANS de savoir d'où l'OLAF avait obtenu les sources de son rapport. Le rapport de la Commission précise par exemple les noms de deux personnes qui ont financé la campagne du Président et qui auraient détourné des fonds européens.

Certaines informations publiées sur le site *Opasnite* sont secrètes, mais personne ne sait lesquelles, ni pourquoi. La DANS s'est lancée dans une opération que l'on découvre peu à peu et qui pose de nombreuses questions.

### OGNYAN STEFANOV

Ognyan Stefanov est un miraculé. Le 22 septembre 2008, à la sortie d'un restaurant, le rédacteur en chef du site d'informations *Frognews* a été sauvagement agressé par un groupe d'inconnus qui l'ont frappé à coups de marteau et de barres de fer. Abandonné pour mort près de sa voiture, Ognyan Stefanov a les deux jambes et un bras brisés. Les coups ont atteint la carotide et il a perdu beaucoup de sang. Transporté d'urgence à l'hôpital, il a été plongé dans un coma de trois jours.

En convalescence, Stefanov a repris ses enquêtes en cours et ne compte pas s'arrêter là. Entre les séances de rééducation et des soins très éprouvants, il a pris le temps de recevoir Reporters sans frontières.

**RSF** : Est-ce que vous vous souvenez de ce qui s'est passé ? Avez-vous pu voir vos agresseurs ?

**Ognyan Stefanov** : Non, pas très bien. Je sortais d'un restaurant et je me dirigeais vers ma voiture quand quelqu'un m'a appelé par mon nom. Je me suis retourné et j'ai reçu un coup énorme qui m'a fait perdre mes moyens. J'ai tenté de résister, puis je ne me souviens plus de rien. Les témoins qui sortaient du restaurant ont parlé de sept à huit agresseurs. Je n'en sais pas plus.

**RSF** : Avant l'attentat, aviez vous reçu des menaces ?

**OS** : Non. Pas directement. Quelques jours plus tôt, *Frognews* et moi-même avons été mis en cause dans la publication de documents secrets sur le site *Opasnite*. Nous avons déjà publié sur notre site une lettre où nous expliquions que nous n'avions rien à voir avec ce site, ni avec les documents publiés. J'ai été interrogé par la DANS, mais l'entretien s'est très bien déroulé, dans le calme et avec professionnalisme. Je ne peux pas lier mon agression directement à cette affaire. J'écris sur de nombreux thèmes, principalement sur la corruption, dans de nombreux domaines. Il est difficile de savoir qui pourrait avoir commandité mon agression.

Mais "la mission" a atteint ses objectifs. J'ai eu plusieurs entretiens avec des collègues qui m'ont tous confirmé qu'ils étaient désormais plus inquiets, pour leurs familles, leurs colla-

borateurs, etc. Je pense que mon agression va accentuer pour un temps l'autocensure dans les journaux. Comment leur en vouloir ? Il n'y a pas de beaucoup de héros dans le monde, et je peux comprendre ce choix. Mais les conséquences que cela entraîne doivent nous inquiéter.



Ognyan Stefanov sur son lit d'hôpital

**RSF** : Vous recevez beaucoup de pressions dans le cadre de vos enquêtes ?

**OS** : (Sourire) Dans la première édition de *Frognews*, nous avons posté un article basé sur une source étrangère qui nous avait signalé que des ministres bulgares en visite à Vienne avaient été vus dans un restaurant, en compagnie de mafieux notoires de l'Europe centrale, ce qui n'est pas normal. Nous avons reçu énormément de réactions et les demandes étaient très pressantes pour que l'on supprime l'article. Nous avons déjà, à l'époque, choisi d'offrir aux personnes qui contestaient le bien-fondé de nos articles la possibilité de publier un droit de réponse. Cela figure en tête de pratiquement tous mes articles. Mais peut-être leur a-t-il semblé plus naturel de contester nos articles par d'autres voies.

Le problème en Bulgarie, c'est que les politiques ou les notables ont deux visages : un pour leurs activités publiques et un pour les activités privées. On cultive le premier dans le but de se faire aimer. Rien ne doit venir entacher l'œuvre. Faire le lien entre les deux n'est pas accepté par tous. Le président français Nicolas Sarkozy, quand il se rend en visite privée en Egypte avec sa nouvelle femme, il le dit et il y a des photographes. Les responsables politiques bulgares préfèrent le cacher, même lorsqu'il n'y a rien de répréhensible. Le climat

# Bulgarie

## Entre résignation et résistance : la presse à l'épreuve

de suspicion qui s'ensuit n'est pas bon et il faudrait que le recours à ces droits de réponse rentre enfin dans les mœurs.

**RSF** : Bénéficiez-vous toujours d'une protection policière ?

**OS** : (Sourire) Oui. On me l'a conseillé. L'Etat ne voulait pas se voir reprocher de ne pas me la donner. C'est appréciable, mais que pourraient faire deux hommes contre ce type de

violence ? Si ceux qui ont voulu me tuer veulent le faire, comment pourrait-on les empêcher ? Mais je préfère rester optimiste. Les médecins qui m'ont traité ont fait un miracle et je ne les remercierai jamais assez. Et puis, il y a au moins un point positif dans tout cela : votre venue et votre soutien moral. Si une association comme la vôtre pouvait continuer à s'intéresser à nos problèmes, nous serions vainqueurs une seconde fois.